

IRAK

Moqtada Sadr cherche à éviter un choc frontal avec les Américains

Le chef radical chiite irakien Moqtada Sadr, dont la milice est dans le collimateur des forces américaines, cherche à éviter la confrontation, en réintégrant le processus politique et en passant sous silence les centaines d'arrestations de ses miliciens.

"Une très forte pression s'exerce sur Moqtada Sadr pour qu'il s'intègre réellement dans le processus politique au lieu de s'imposer comme un Etat parallèle", a estimé un expert irakien, Hosham Dawod, chercheur à l'Ecole des hautes études sociales à Paris, interrogé par l'AFP.

"Il est clair que le chef chiite est sur la défensive et cherche une couverture légale, qui lui évitera peut-être un choc frontal avec l'armée américaine", a poursuivi M. Dawod. "Sinon comment peut-on comprendre son revirement spectaculaire ?"

Dimanche, les représentants du courant de Sadr ont annoncé leur retour au Parlement et au gouvernement après un boycott de deux mois,

dans un contexte qui ne leur est pas favorable. Plus de 600 membres de la milice de Moqtada Sadr, l'Armée du Mahdi, ont été arrêtés ces dernières semaines, dont le porte-parole de cette milice et 16 chefs de groupes armés du quartier populaire chiite de Baghdad, Sadr City, selon l'armée américaine. Et les Etats-Unis viennent d'annoncer l'envoi de 21.500 soldats américains supplémentaires en Irak, alors que Moqtada Sadr milite pour un retrait de ces troupes.

Un responsable proche de Sadr a affirmé à l'AFP, sous le couvert de l'anonymat, que "le mouvement était prêt à déposer les armes. L'ordre a été donné de ne pas chercher la confrontation avec les



Américains". "Nous soutenons le gouvernement de Nouri Maliki, et nous ne porterons pas d'armes si le gouvernement assure la sécurité. Nous réalisons bien que nous sommes devenus la cible de la stratégie américaine", a expliqué ce responsable. Un rapport du Pentagone publié le mois dernier atteste que le courant Sadr est dans le collimateur : "Le groupe qui a actuellement l'impact le plus négatif sur la situation sécuritaire en Irak est l'Armée du Mahdi, qui a remplacé Al-Qaïda en Irak comme l'accélérateur le plus dangereux d'une violence confessionnelle potentiellement durable", peut-on lire dans ce rapport. La milice, qui compte plus de 60.000 membres selon les chiffres américains, se pose en défenseur de la communauté chiite en Irak, face à la guerre totale menée contre elle par les extrémistes sunnites. Officiellement, le discours des dirigeants sadristes est très légaliste. "La décision de rallier le gouvernement s'explique par notre souci de préserver le processus politique", a affirmé à l'AFP cheikh Hassan al-Zarqani, porte-parole du grou-

pe Sadr. "Elle n'est aucunement dictée par nos craintes au sujet de notre avenir, après la campagne d'arrestation, ni du sort de la coalition chiite au pouvoir", a-t-il martelé. Or, selon Hosham Dawod, "des informations concordantes indiquent que des chefs zélés de l'entourage de Moqtada al-Sadr sont visés" par les Américains. "Par mesure de protection, certains chefs de sa milice sont rentrés dans la clandestinité ou sont passés à l'étranger", a-t-il indiqué. Joost Hiltermann, expert de l'International Crisis Watch (ICW), est de cet avis : "La décision du groupe Sadr de rallier le gouvernement a été prise au bon moment, car elle permet de mettre à l'abri ses dirigeants politiques, tandis que les miliciens ont disparu dans la nature". Quant au Premier ministre Nouri al-Maliki, élu avec le soutien de Moqtada Sadr, il est fréquemment appelé à l'ordre par les Américains sur la question des milices. Pour M. Hiltermann, sa position "reste difficile" car, pour survivre, il doit louver entre des alliés chiites encombrants et ses parrains américains.

"Ali le Chimique" refuse de s'exprimer à la reprise du procès

Le cousin de Saddam Hussein, "Ali le Chimique", accusé avec cinq autres responsables de l'ancien régime de génocide contre les Kurdes, a refusé de s'exprimer hier, à la reprise de leur procès à Baghdad. A l'ouverture des débats, après une pause de 12 jours, le juge Mohammed al-Oreibi al-Khalifa a donné la parole aux accusés, mais a essuyé un double refus.

"Je ne ferai aucune déclaration au tribunal, tant que je n'aurai pas pu voir mon avocat", a déclaré Ali Hassan al-Majid, dit "Ali le Chimique", sans autre explication. Une position suivie par Sabir al-Douri, ancien chef du renseignement de Saddam Hussein. Le juge a alors éteint les microphones et une discussion au ton vif s'est engagée entre le tribunal et les deux hommes. Les accusés risquent la peine de mort si leur responsabilité est prouvée dans les opérations militaires Anfal, menées en 1987 et 1988 au Kurdistan (nord), au cours desquelles 180.000 personnes ont été tuées dans des exécutions de masse ou des bombardements chimiques, selon l'accusation.

TURQUIE

100.000 personnes aux obsèques du journaliste Hrant Dink assassiné

Cent mille personnes, selon les organisateurs, ont assisté hier à Istanbul sous de strictes mesures de sécurité aux obsèques de Hrant Dink, journaliste et membre respecté de la communauté arménienne de Turquie, assassiné vendredi. Le rassemblement était le plus important de ces dernières années dans la première métropole turque.

Une première cérémonie s'est déroulée dans le quartier d'Osmanbey, sur la rive européenne de la ville, devant l'hebdomadaire Agos dont M. Dink, 52 ans, était l'un des fondateurs et le directeur de la publication. A l'arrivée du corbillard transportant le cercueil du journaliste, abattu de trois balles dans la tête vendredi par un tireur solitaire devant le siège de son hebdomadaire bilingue (turc-arménien), les gens ont applaudi puis se sont recueillis en silence. La foule, d'abord au nombre de quelques milliers, portait des petits panneaux ronds noirs et blancs proclamant "nous sommes tous Arméniens" et "nous sommes tous Hrant", en turc et en arménien. "Pour un pays où le mot arménien est une insulte pour pas mal de gens, c'est un grand pas que de dire aujourd'hui nous sommes tous Arméniens", a indiqué à l'AFP un autre journaliste arménien, Raffi Hermonn.

La police s'est déployée par milliers et des tireurs de la police et de la gendarmerie ont été placés sur les toits des



Un dernier hommage des Turcs au journaliste assassiné Hrant Dink. Ph. : D. R.

bâtiments tout au long des routes de passage du cortège. Les permissions des policiers dans la ville ont été supprimées et des renforts sont arrivés des provinces avoisinantes pour les funérailles de cette personnalité connue de la minorité arménienne, forte de 80.000 personnes. Raket Dink, qui s'est adressée, en pleurs, à la foule, a indiqué que pour son mari, il n'y avait pas de "tabous et d'intouchables". "Nous disons un dernier au revoir à mon bien-aimé, le patriarche de notre famille et la moitié de mon corps", a-t-elle dit dans un dis-

cours empreint d'émotion. Son tueur présumé, Ogün Samast, adolescent de 17 ans qui serait proche d'un groupe ultra-nationaliste de sa ville natale de Trabzon (nord-est), a été arrêté et est interrogé par la police stambouliote. La procession, qui ne cessait d'enfler et qui s'est étirée par moments sur trois kilomètres, a ensuite marché jusqu'à l'église du patriarche arménien à Kumkapi pour un office religieux et de là vers le cimetière arménien, situé à 8 km d'Agos, où il devait être inhumé dans l'intimité. Le cercueil a été placé

sur une catafalque dans l'église de la vierge Marie et un groupe restreint d'invités lui ont rendu un dernier hommage. "Ce qu'il n'a pas pu faire de son vivant, il l'a fait avec sa mort : l'unité", a affirmé une jeune étudiante d'origine arménienne, Melissa Sivri. Le vice-ministre arménien des Affaires étrangères, Arman Kirakossian, représente Erevan aux obsèques. La Turquie, qui n'entretient pas de relations diplomatiques avec l'Arménie voisine en raison notamment du profond désaccord sur la question du génocide arménien sous l'empire ottoman, a invité des religieux arméniens à Istanbul. Khajak Barsamian, primat du diocèse oriental des Etats-Unis, a fait le déplacement, ainsi que, pour la première fois, une délégation du Conseil de coordination des organisations arméniennes de France. Le gouvernement turc est représenté par le vice-Premier ministre Mehmet Ali Sahin et le ministre de l'Intérieur Abdülkadir Aksu. Hrant Dink, qui a toujours défendu sa nationalité turque, s'était attiré les foudres des cercles nationalistes pour avoir dénoncé le génocide arménien de 1915-1917 que la Turquie nie catégoriquement.

Il a plusieurs fois été poursuivi par la justice, notamment pour "insulte à l'identité turque", pour ses remarques sur les massacres. Mais il fut aussi un militant sincère de la cause de la réconciliation des peuples turc et arménien.

La communauté internationale au chevet du Liban en crise

Six mois après le conflit entre le Hezbollah et Israël, la communauté internationale se mobilise pour apporter une aide financière au gouvernement libanais de Fouad Siniora, confronté à une double crise économique et politique, lors d'une conférence internationale jeudi à Paris. Trente-six pays et une quinzaine d'institutions se réuniront autour du président français Jacques Chirac pour cette rencontre où sont attendus la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice et le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, qui effectue sa première tournée internationale. Le Liban sera représenté par le Premier ministre pro-occidental Fouad Siniora qui, outre un appui financier, entend obtenir un ferme soutien politique international dans son bras-armé avec l'opposition libanaise qui réclame son départ. Cette opposition, menée par le puissant Hezbollah chiite soutenu par la Syrie et l'Iran, organisait hier un vaste mouvement de grève et de protestation contre les plans de réformes économiques et sociales de M. Siniora. A la mi-journée, 15 personnes avaient été blessées dans des incidents opposant militants pro et anti-Siniora. Le gouvernement et les institutions libanaises sont quasiment paralysés depuis le départ en novembre de six ministres pro-syriens, aggravant la crise dans un pays devenu, depuis l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic

Hariri en 2005, le théâtre d'une sourde lutte d'influence entre Occidentaux — Américains et Français en particulier — d'une part, Damas et Téhéran, d'autre part. Le conflit entre Israël et le Hezbollah en juillet-août dernier a aggravé une situation économique déjà préoccupante depuis plusieurs années, qui se traduit par une dette publique de 41 milliards de dollars, soit 180% du produit intérieur brut (PIB). La conférence dite "Paris III" — elle est la troisième du genre organisée pour sauver le pays du Cèdre de la banqueroute — devait initialement se tenir en décembre 2006. Elle avait été reportée en raison de l'instabilité politique libanaise. Elle a été précédée d'intenses démarches diplomatiques de la part de Paris, Washington et de M. Siniora lui-même, auprès notamment des riches pétromonarchies arabes, pour en assurer le succès.

Le gouvernement libanais n'a pas chiffré ses attentes en matière financière. La conférence de Paris II, en 2002, avait abouti à une aide de 2,4 milliards de dollars. Pour cette nouvelle édition, certains experts du FMI évoquent à présent une "hypothèse de travail" de 9 milliards de dollars, par étapes. Le plan d'assainissement et de relance économique de M. Siniora prévoit notamment une hausse progressive de la TVA et un train de privatisations.

L'offre américaine, qui sera rendue publique par M^{me} Rice, sera "substantielle", a-t-on annoncé côté américain. Selon M. Siniora, le conflit de l'été dernier s'est traduit par un renversement des perspectives économiques. "Alors que nous prévoyions une croissance de 6% en 2006, nous assistons à une déflation qui devrait être de l'ordre de -5%", a-t-il déclaré au quotidien français *Le Monde*.

Trente-cinq pays ont été invités à la conférence de Paris III, parmi lesquels les membres du G8 (Etats-Unis, Japon, Canada, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Russie) et plusieurs pays arabes (Jordanie, Egypte, Arabie saoudite, Qatar, Koweït, Emirats arabes unis, Oman, Bahrein, plus la Ligue arabe), de même que plusieurs institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale notamment). Cette conférence donnera lieu à des rencontres séparées, officielles ou en coulisses. M. Siniora, attendu aujourd'hui, aura des entretiens avec les dirigeants français et le chef de l'ONU. Une réunion ministérielle du "quartette" (USA, ONU, UE, Russie) sur le conflit israélo-palestinien, initialement envisagée en marge de cette réunion sur le Liban, devrait finalement avoir lieu à Washington début février.